



Mapping de l'engagement de la diaspora

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

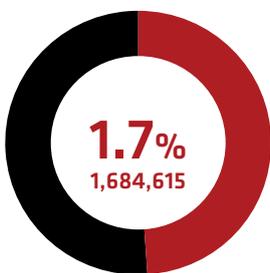
Faits et chiffres

Émigration

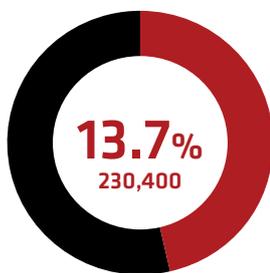
% d'émigrants dans la population totale



Nombre d'émigrants dans l'UE



♂ 49.4%
♀ 50.6%



♂ 46.5%
♀ 53.5%



% des transferts de fonds dans le produit intérieur brut total : **3.9%**
Transferts de fonds (en millions de dollars US) : **1,931**

Principaux pays de destination



Ouganda	315,753
Rwanda	248,670
Burundi	185,833
Congo	175,608
Angola	92,242

Droits politiques



Double nationalité¹



Droit de vote aux élections nationales pour les citoyens résidant à l'étranger²



Vote depuis l'étranger³



Terminologie: La République démocratique du Congo désigne sa diaspora par le terme congolais de l'étranger, bien que le terme diaspora soit aussi parfois utilisé. Toute personne appartenant aux groupes ethniques dont les personnes et le territoire constituaient ce qui est devenu le Congo (actuellement la République démocratique du Congo) à l'indépendance, est un ressortissant congolais.

1 Loi N° 04/024 du 12 novembre 2004 relative à la Nationalité Congolaise : <http://www.leganet.cd/Legislation/Code%20de%20la%20famille/LIVRE%20I%20DE%20LA%20NATIONALITE.htm> En 2019, le président congolais Félix Tshisekedi a appelé à une réflexion approfondie sur la question de la double nationalité et à la résolution de la question, voir : <https://taarifa.rw/president-tshisekedi-pokes-du-al-nationality-debate/>

2 Loi n°06/006 du 09 mars 2006 portant organisation des élections présidentielles législatives https://www.droitcongolais.info/files/111.03.06-Loi-du-9-mars-2006_Organisation-des-elections.pdf. Cependant, les membres de la diaspora doivent être inscrits pour pouvoir voter dans le pays, ce qui, dans la pratique, rend le vote très difficile.

3 En 2023, la RDC devrait élire un nouveau président et les Congolais vivant à l'étranger pourront participer pour la première fois à cette élection. La Commission électorale nationale indépendante a annoncé une phase de test dans cinq pays pilotes. La participation de la diaspora était déjà prévue par la loi électorale, mais elle n'avait pas été organisée pour des raisons logistiques lors des précédentes élections. Les médias citent l'Afrique du Sud, l'Europe ou les Amériques comme zones potentielles pour cet essai.

La République démocratique du Congo n'a pas de politique d'engagement de la diaspora.

Cependant, en 2016, le ministère de l'emploi, du travail et de la sécurité sociale de la République démocratique du Congo a demandé le soutien du programme MIEUX financé par la CE pour élaborer un projet de politique de mobilisation de la diaspora. Le projet de politique qui a été élaboré comprenait une série de mesures visant à améliorer les flux de ressources des diasporas, telles que des incitations financières pour encourager les investissements et les transferts de fonds des diasporas, l'accès aux opportunités de développement foncier et immobilier, ainsi que des propositions de cadres de transfert de compétences visant à recruter des professionnels hautement qualifiés et à offrir des opportunités de volontariat rémunéré et non rémunéré. En raison des tensions politiques et de l'inertie institutionnelle, cette politique de mobilisation de la diaspora n'a pas encore été approuvée par toutes les institutions gouvernementales concernées.

Aperçu du cadre politique et législatif

- 2002  2015 ● **Le document de stratégie pour le développement et la réduction de la pauvreté** ne fait pas explicitement référence à la diaspora ou aux Congolais de l'étranger (en partie en raison des sensibilités constitutionnelles et politiques), mais fait référence à la migration comme moyen de mobiliser des ressources et des compétences pour lutter contre la pauvreté. Ce document comprenait également un plan visant à établir un programme national sur la migration, bien qu'il ne soit pas certain que celui-ci ait jamais été élaboré.⁵



Tendances et réalisations

L'histoire de la guerre civile et du conflit a créé de grands besoins en termes de biens de base et de soins de santé en République démocratique du Congo (RDC), et sa diaspora a été très active dans le développement d'un secteur à but non lucratif en pleine croissance, principalement par le biais d'initiatives informelles répondant aux besoins locaux.

Après la guerre civile, la gestion du retour des Congolais et des autres migrants et réfugiés des pays voisins a sans doute été la priorité majeure pour le gouvernement, et non l'engagement de la diaspora congolaise basée de façon permanente à l'étranger.⁶

La création du vice-ministère des Congolais à l'étranger au sein du ministère des affaires étrangères en 2006 reflète l'importance croissante des transferts de fonds de la diaspora pour l'économie du pays à partir des années 2000, ainsi que l'intérêt politique accru pour la diaspora de la part du président Kabila de l'époque afin de soutenir la reconstruction nationale. Depuis cette époque, les progrès en matière d'engagement de la diaspora et d'élaboration de politiques et de programmes ciblant la diaspora ont été lents et inégaux.

Un des moteurs de cette inertie a été la question contestée de la participation de la diaspora à la vie civique et politique du pays, qui a alimenté la méfiance entre le gouvernement et sa diaspora. Cela continue à entraver l'élaboration de politiques et de programmes d'engagement de la diaspora, ainsi qu'une plus grande participation de la diaspora. Malgré les efforts déployés pour permettre la double citoyenneté, celle-ci n'a pas encore été obtenue dans la pratique, ce qui décourage la diaspora congolaise de participer davantage à la vie civique et économique du pays.

Toutefois, l'élection du nouveau gouvernement en 2019 pourrait ouvrir une ère d'engagement

4 Communication personnelle, AFFORD/ MIEUX 2019.

5 <https://www.imf.org/external/np/prsp/2002/cod/01/033102.pdf>

6 Voir Marie-Laurence Flahaux (2015), "Return Migration to Senegal and the Democratic Republic of Congo : Intention and Realization" dans *Population* 2015/1 (Vol. 70) ; et aussi Jean-Pierre K. Bongila, "The State of Leadership and Diaspora Engagement in the Democratic Republic of the Congo (DRC)" dans Jack Mangala (ed) (2017), *Africa and its Global Diaspora -The Policy and Politics of Emigration*, African Histories and Modernities Book Series

plus constructif avec la diaspora.⁷ Le gouvernement a déclaré qu'il prévoyait d'améliorer les canaux et les opportunités disponibles pour la diaspora pour communiquer avec le gouvernement, y compris l'organisation d'événements de la diaspora ainsi qu'un portail web dédié. D'autres services sont également en cours de développement, notamment un guide pour les Congolais à l'étranger et des informations sur les possibilités d'investissement.⁸ En outre, le gouvernement cherche à renforcer les capacités techniques de la Direction des Congolais de l'étranger et du personnel de l'ambassade et il développe une petite base de données pour améliorer la collecte de données sur sa diaspora.⁹

Bien que la République démocratique du Congo ait créé certaines structures et institutions pour permettre l'engagement de la diaspora, celles-ci n'ont pas encore atteint leur plein potentiel. En outre, la mise en œuvre reste un défi car le pays a été touché par une série d'urgences humanitaires ces dernières années, ce qui a mis sous pression les ressources limitées du gouvernement. Certaines parties du pays ont été touchées par des épidémies de maladies infectieuses graves et perturbatrices, notamment le virus Ebola, et les professionnels de la santé et les scientifiques de la diaspora ont été étroitement associés aux réponses scientifiques et humanitaires à ces épidémies.¹⁰

Obstacles



- **Le manque de coordination et de mise en œuvre des politiques** est le défi le plus urgent en République démocratique du Congo dans le domaine de la migration et du développement et de l'engagement des diasporas. Au niveau formel, il y a une centralisation des structures de l'administration publique, mais dans la pratique, les ministères et autres institutions nationales ont souvent du mal à travailler efficacement en synergie. Il n'existe toujours pas de politique spécifique pour la diaspora dans le pays.
- **Absence de représentation politique de la diaspora** : La notion de citoyenneté reste très controversée car la République démocratique du Congo impose des limites à la double nationalité et au vote de la diaspora, ce qui peut être un défi pour la diaspora qui souhaite revenir et investir dans le pays. Cela peut être en partie attribué à l'héritage de la guerre civile dans le pays.
- **L'accent est mis sur la gestion des migrations** : La République démocratique du Congo a été touchée par un conflit et une instabilité régionaux et a dû gérer un nombre important de migrants et de réfugiés des pays voisins tout en cherchant à endiguer l'exode de ses propres citoyens et la fuite des cerveaux qui en a résulté. Le gouvernement s'est donc concentré sur la gestion des frontières plutôt que sur la migration et le développement.
- **Environnement commercial difficile** : La RD Congo a été classée 184ème sur 190 pays dans le rapport Doing Business 2020 de la Banque mondiale.¹¹ Les flux d'investissement vers le pays seraient limités par une réglementation pesante, une fiscalité excessive et la corruption. Ces problèmes sont souvent cités par la diaspora congolaise comme des obstacles à une participation accrue à la vie économique du pays.

7 <https://saiia.org.za/research/the-road-ahead-for-the-drc/>

8 Boîte à outils d'auto-évaluation de la diaspora de l'UA : RD Congo (2019), disponible sur : <https://www.giz.de/de/downloads/2019%20Diaspora%20Engagement%20Self%20Assessment%20Report%20ENG.pdf>

9 Ibid.

10 Communication personnelle, Réseau de surveillance des maladies infectieuses en Afrique de l'Est (EAIDSNET), janvier 2020

11 Disponible à l'adresse suivante : https://www.doingbusiness.org/content/dam/doingBusiness/media/Annual-Reports/English/DB2019-report_web-version.pdf

SPOTLIGHT: Pratiques efficaces



Solidarco : Assurance maladie de la diaspora en RDC

SANTÉ

Solidarco a été lancé en 2010, avec le soutien de Wallonie-Bruxelles International (WBI), dans le but de permettre à la diaspora congolaise de financer les soins de santé pour les proches vivant à Kinshasa. En payant 30 euros par mois, soit 1 euro par jour, un membre de la diaspora congolaise en Belgique finance les soins de santé et la couverture hospitalisation de sept personnes. Alors que WBI a soutenu financièrement le lancement du projet au cours des deux premières années, Solidarco est désormais autofinancé par les contributions des contributeurs de la diaspora.¹²

CAPITAL HUMAIN

Migration pour le développement en Afrique (MIDA)¹³

Le programme MIDA a été mis en œuvre par l'OIM en collaboration avec le ministère de l'emploi, du travail et de la sécurité sociale de la RDC avec un financement du gouvernement belge de 2001 à 2013. Le programme a soutenu le développement socio-économique du pays par le transfert de connaissances et de savoir-faire technique sur la base de conseils à court terme fournis par des ressortissants de la RDC expatriés hautement qualifiés, avec plus de 200 missions MIDA dans le pays entreprises d'ici 2013.¹⁴

MISE EN RÉSEAU ET PARTENARIAT

Maison des Congolais de l'étranger et des migrations

La Maison des Congolais de l'Étranger et des Migrations (MCDEM) a été créée en 2009 pour fournir des services aux migrants congolais de retour et permettre une meilleure représentation de la diaspora. Elle sert de carrefour d'échanges et d'organisation d'activités culturelles, économiques et socioprofessionnelles qui rapprochent la diaspora les uns des autres et des institutions officielles du pays. Une nouvelle direction a été installée en 2016, et une Maison des Congolais de l'étranger a été ouverte à Paris la même année.¹⁵

12 <https://www.micmag.be/les-ressources-de-la-diasporas/>

13 <https://www.iom.int/countries/democratic-republic-congo#md> ; personal communication, ICMPD 2020.

14 Julie Heraud (2010), 'Migration and Development: An Insight into the Experiences and Perceptions of Skilled Migrants Involved in the MIDA Great Lakes Programme', Working Paper 59, Sussex Centre for Migration Research, University of Sussex.

15 <https://www.streetpress.com/sujet/1457522905-chateau-rouge-maison-congo-retour-pays>

Annexe:

Liste des acteurs

Institutions liées à la diaspora

- **Au niveau régional**

Direction des citoyens de l'Union africaine et de la diaspora (AU CIDO) www.au-cido.int

La République démocratique du Congo est membre de l'Union africaine et nomme un point focal de la diaspora pour représenter la RD Congo dans le cadre des réunions continentales de l'UA CIDO.

Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) ; Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) ; Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC)
<https://www.comesa.int/> <http://www.ceeac-eccas.org/> <https://www.sadc.int>

La République démocratique du Congo est également membre du COMESA, de la CEEAC et de la SADC.

- **Institutions nationales**

- Au niveau ministériel

Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale

<https://www.facebook.com/minaffetrdc/>

Depuis 2006, ce ministère comprend un vice-ministère des Congolais de l'étranger. Le vice-ministère a les mandats suivants : mobilisation des Congolais de l'étranger pour le développement du pays et leur intégration dans la vie nationale ; identification, recensement et suivi des Congolais de l'étranger ; protection et défense des droits, des intérêts et du séjour des Congolais de l'étranger. Le Vice-Ministère des Congolais de l'extérieur joue un rôle de plus en plus important dans la synergie d'action entre la diaspora et le pays d'origine.

- Au niveau sous-ministériel

Direction des Congolais de l'étranger (DCE)

Suite aux élections de 2006, le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale et le Ministère de la Fonction Publique ont annoncé, par l'Arrêté interministériel n° 130/CAB/MINAFFECI/014 du 13 juillet 2006, la création, l'organisation et le fonctionnement de la Direction des Congolais de l'Etranger (DCE). Il s'agit du département principal au sein du ministère de l'engagement de la diaspora.

Agence nationale pour la promotion des investissements <https://www.investindrc.cd/fr/>

L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI) est le conseil gouvernemental pour les investissements en RD Congo. L'ANAPI travaille à l'amélioration du climat des affaires et à la promotion d'une image positive de la RD Congo afin d'attirer les investissements dans le pays ; de fournir aux investisseurs divers services pour faciliter leur établissement dans le pays et les rendre compétitifs.



Fédération des entreprises du Congo – FEC <http://www.fec-rdc.com/>

La FEC guide les entreprises pas à pas vers leur succès et s'associe à elles à tout moment pour "construire ensemble" leurs projets. Le FEC valorise également les ressources locales, cultive l'esprit d'entreprise et renforce l'image de la République Démocratique du Congo et de ses entreprises.

Le site web du FEC est la principale plateforme d'information pour les membres de la diaspora qui s'intéressent aux opportunités d'investissement et qui recherchent des informations sur les procédures administratives et la fiscalité.

Organisations de la diaspora en Europe



Association de la Solidarité Internationale du Congo Kinshasa en France <https://www.forim.net/con-tenu/association-de-la-solidarit%C3%A9-internationale-du-congo-kinshasa-en-france>

Activités de développement

L'association travaille à l'organisation de dialogues permanents et réguliers afin de lutter ensemble contre la violence et les actes de vandalisme, de partager les connaissances, les compétences et l'unité, et de sensibiliser le public aux questions de développement en République démocratique du Congo.

Fédération de la Diaspora Congolaise <https://www.fediascongo.com/>

Activités de développement

La fédération travaille à la construction d'une solidarité avec la diaspora congolaise et à l'amélioration de la qualité de vie du peuple congolais. Pour ce faire, elle développe un réseau congolais pour promouvoir l'esprit d'entreprise au sein des communautés et soutenir les activités économiques et associatives.

Le Forum des jeunes de la diaspora africaine en Europe (ADYFE) <https://www.adyfe.eu>

Activités de développement

Le Forum des jeunes de la diaspora africaine en Europe (ADYFE) est une plateforme composée de près de 110 organisations de jeunesse de la diaspora africaine présentes dans 31 pays du Conseil de l'Europe. Fondé en 2014, ADYFE vise à autonomiser les jeunes de la diaspora africaine à travers trois piliers d'action: l'entrepreneuriat, l'employabilité et l'engagement civique.

Les Amis du Congo Solidarité Belgique <https://www.levolontariat.be/group/les-amis-du-congo-solidarite>

Activités de développement

Les Amis du Congo Solidarité ont pour mission d'assurer la solidarité et l'échange d'informations entre les communautés de Belgique, et de promouvoir l'intégration de la communauté congolaise et des personnes d'origine congolaise en Belgique. Elle soutient les jeunes qui abandonnent l'école, assiste les réfugiés politiques en attente de régularisation et fournit une aide humanitaire et une formation professionnelle aux enfants soldats et aux enfants des rues en RD Congo.

TSHELA, Belgique <https://www.facebook.com/tshela1/>

 **Activités de développement**

TSHELA vise à contribuer au développement du secteur hospitalier en RDC par la formation continue des professionnels de la santé et des événements informatifs sur les problèmes médicaux spécifiques aux femmes.

Rédigé par : AFFORD
Edité par : EUDiF
Avril 2020
Mis à jour en septembre 2022



Mis en oeuvre par



Financé par
l'Union européenne



Pour plus d'informations, visitez le site www.diasporaforddevelopment.eu